



Maître d'ouvrage

Commune d'AGNETZ

Mairie - 78 rue de Faÿ - 60600 AGNETZ
Tél. 03 44 68 23 00 - Fax : 03 44 68 23 01
Email - mairie@agnetz.fr



Maître d'œuvre

AREA SARL

1 rue des Fondateurs
ZAC des Entrepôts – 02200 SOISSONS
Tél : 03 23 53 02 28
Email : contact@area-sarl.fr

Marché public de travaux d'août 2025

Requalification de la fin de la rue du Pont de Terre
à Agnetz

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)

LOT UNIQUE : VRD



SOMMAIRE

<u>Article</u>	<u>Objet</u>	<u>Page</u>
	Préambule	4
1	Objet du Marché - Dispositions Générales	5
1.1	Objet du Marché – Emplacement des travaux	5
1.2	Lots / tranches / variantes.....	5
1.3	Maîtrise d’ouvrage et conduite d’opération	5
1.4	Maîtrise d’œuvre	5
1.5	Contrôles Techniques	5
1.6	Coordination pour la Sécurité et la Protection de la Santé.....	6
1.7	Sous-traitance.....	6
1.8	Ordres de service.....	6
1.9	Tranches Optionnelles	6
2	Pièces Constitutives du Marché	6
2.1	Pièces Particulières.....	6
2.2	Pièces Générales.....	7
2.3	Autres Pièces	7
3	Indemnisation	7
4	Prix et mode d’évaluation des ouvrages, variation des prix, règlement des comptes	7
4.1	Répartition des paiements	7
4.2	Contenu des prix, mode d’évaluation des ouvrages	7
4.3	T.V.A.	8
4.4	Variation des prix.....	8
4.5	Règlement des comptes	9
4.6	Délais de paiement, intérêts moratoires.....	10
4.7	Paieement des sous-traitants.....	10
4.8	Travaux et fournitures non prévus	10
5	Délais d’exécution, pénalités et primes	10
5.1	Délais d’exécution des travaux.....	10
5.2	Prolongation des délais d’exécution	10
5.3	Intempéries	10
5.4	Pénalités	11
6	Clauses de financement et de sûreté	14
6.1	Cautionnement et retenue de garantie	14
6.2	Avance	14
6.3	Avance sur matériels	15
6.4	Nantissement	15

7	Préparation, coordination et exécution des travaux	15
7.1	Période de préparation, programme d'exécution des travaux	15
7.2	Mesures d'ordre social, application de la réglementation du travail	15
7.3	Organisation, hygiène et sécurité des chantiers	15
7.4	Dégradations causées aux voies publiques	16
7.5	Ouvrages existants	16
7.6	Protection de l'environnement	17
7.7	Comptes-rendus de chantier	17
8	Réception des travaux et garanties	17
8.1	Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	17
8.2	Réception	18
8.3	Délais de garantie	18
9	Assurances	18
10	Déroptions aux documents généraux	19
11	Conditions de résiliation	19
12	Mesures coercitives, règlement des différends et litiges	19
12.1	Mesures coercitives	19
12.2	Règlement des différends et litiges	19
12.3	Connaissance du projet et des pièces constitutives du marché	19

PREAMBULE

Toutes les références faites par le présent cahier des clauses administratives particulières au C.C.A.G. et C.C.T.G. concernent respectivement :

- le cahier des clauses administratives générales – C.C.A.G. – applicables aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux.
- le cahier des clauses techniques générales – C.C.T.G. en vigueur – applicables aux marchés publics de travaux.

1.1 Objet du marché – Emplacement des travaux :

Les travaux prévus figurant au dossier remis aux entrepreneurs, font l'objet d'une procédure adaptée, par application des articles R. 2123-1 1° et L2120-1 2° du code de la commande publique.

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent des **travaux de requalification de la fin de la rue du Pont de Terre à Agnetz (60)**.

La description des ouvrages et de leurs spécifications techniques est indiquée dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.), le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif.

1.2 Répartition en lots / tranches / variantes / PSE (Prestation Supplémentaire Eventuelle) :

Le présent marché comporte un lot unique intitulé « VRD »

Le marché est découpé en une tranche ferme et une tranche optionnelle.

Les variantes ne sont pas autorisées.

Le marché ne comporte pas de PSE.

1.3 Maîtrise d'ouvrage et Conduite d'opération :

Le Maître d'ouvrage de l'opération est la commune d'AGNETZ (60)

Le Conducteur de l'opération est la mairie d'AGNETZ (60)

1.4 Maîtrise d'œuvre :

La maîtrise d'œuvre est assurée par le bureau d'études :

AREA

ZAC des Entrepôts – 1 rue des Fondateurs - 02200 Soissons – Tél. 03 23 53 02 28

La mission de maîtrise d'œuvre est une mission normalisée.

1.5 Contrôles Techniques :

Le Maître d'œuvre assurera le contrôle technique des prestations citées aux C.C.T.P. et B.P.U. en parfait respect avec les règles de l'art. Les essais et contrôles complémentaires tels que stipulés par le C.C.T.P. et/ou les bordereaux des prix unitaires sont à la charge des entrepreneurs.

1.6 Coordination pour la Sécurité et la Protection de la Santé :

Les entrepreneurs respecteront leurs obligations découlant de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 ainsi que du décret d'application n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatifs à la coordination en matière de sécurité et de la protection de la santé.

Les coordonnées de l'organisme en charge de la coordination SPS seront communiquées par le Maître d'ouvrage.

1.7 Sous-Traitance :

L'entreprise peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre, dans les conditions définies à l'article 3.6.1 du C.C.A.G. applicables aux marchés publics de travaux (agrément par acte spécial annexé à l'acte d'engagement).

La sous-traitance indirecte n'est pas autorisée.

1.8 Ordres de service :

Conformément aux dispositions de l'article 3.8 du C.C.A.G., les ordres de service seront signés par le Maître d'œuvre.

Cependant, en aucun cas, le maître d'œuvre ne peut notifier des ordres de service relatifs

- à la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus ; ceux-ci étant établis par le Maître d'ouvrage,
- à l'affermissement d'une tranche optionnelle le cas échéant.

En cas d'urgence, les documents peuvent être transmis par télécopie ou e-mail les jours ouvrés et pendant les heures réputées travaillées ; ils devront être confirmés par courrier pour éviter toute contestation.

1.9 Tranches Optionnelles :

Sans objet

ARTICLE DEUX Pièces Constitutives du Marché

Les pièces constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissante, les suivantes :

2.1 Pièces Particulières :

- Acte d'engagement (A.E.) par lot
- Présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)

assorties des documents énumérés ci-après :

- Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.) par lot
- Détail Quantitatif Estimatif (D.Q.E.) par lot
- Plans et détails

et annexes (modèles) suivantes :

- Acte spécial (en cas de sous-traitance)
- Garantie à première demande

Chaque entrepreneur remplira le B.P.U. et D.Q.E. prix par prix, dans leur intégralité.

2.2 Pièces Générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix.

- le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux (C.C.T.G. travaux)
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. travaux)
- le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique
- l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique
- les normes françaises AFNOR et les recommandations professionnelles

Nota :

Ces documents ne sont pas joints matériellement au marché, car ils sont réputés parfaitement et obligatoirement connus des différentes parties.

2.3 Autres Pièces :

- Attestation(s) d'assurance(s) conformément à l'article 9 du présent C.C.A.P.
- Liste des sous-traitants que l'entreprise envisage de proposer à l'acceptation du Maître d'ouvrage et le montant des travaux qu'elle compte sous-traiter

ARTICLE TROIS

Indemnisation

Les entreprises non retenues ne pourront prétendre à aucune indemnité concernant l'étude de leur offre.

ARTICLE QUATRE

Prix et mode d'évaluation des ouvrages – variation des prix - règlement des comptes

4.1 Répartition des paiements :

L'acte d'engagement indique s'il s'agit d'un prestataire unique ou d'un groupement (et ses sous-traitants) qui seront payés directement.

S'il s'agit d'un groupement, les dispositions de l'article 10.7 du C.C.A.G. travaux, s'appliquent.

4.2 Contenu des prix – mode d'évaluation des ouvrages :

Conformément à l'article 9.1 du C.C.A.G. travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer à l'entreprise une marge pour risques et bénéfice.

Etant entendu que les entrepreneurs se sont rendus compte sur le terrain de la nature et de l'importance des travaux à réaliser, ils ne pourront en aucun cas arguer d'omissions ou d'erreurs dans les plans, les détails quantitatifs et estimatifs ainsi que les bordereaux de prix unitaires ou bordereau descriptif quantitatif estimatif pouvant les dispenser d'exécuter intégralement, suivant les règles de l'art, les travaux nécessaires à un parfait achèvement des travaux prévus au marché.

Il demeure expressément convenu, et ceci pour tous les intervenants, que les entrepreneurs devront l'intégralité des travaux nécessaires au parfait achèvement de ces travaux moyennant le prix ferme et définitif prévu au marché.

Il est rappelé que le contenu des prix comprend toutes les obligations dues aux travaux dans l'emprise du domaine public et notamment, sans que la liste ci-après ne soit exhaustive :

- le maintien tel que prévu par le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre, des circulations et des accès publics ou privés
- la signalisation réglementaire
- la mise en place d'un panneau réglementaire de chantier
- le balisage et l'éclairage des chantiers
- le gardiennage
- le nettoyage et l'entretien des voies empruntées par les véhicules et engins
- la remise en état de toutes constructions ou réseaux endommagés par suite des travaux
- le cas échéant, les obligations en matière de sécurité et de protection de la santé découlant de la loi 93-1418 du 31 décembre 1993, version consolidée

4.3 T.V.A. :

Tous les prix du présent marché sont exprimés hors T.V.A.

Le taux de TVA appliqué est celui en vigueur à la date d'établissement des pièces de mandatement.

Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

4.4 Variation des prix :

Le marché est conclu à prix unitaires et non révisables.

En revanche, il fera l'objet d'une actualisation si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre (mois 10 de l'acte d'engagement) et la date de début d'exécution des prestations du marché ou de la tranche concernée (période de préparation incluse).

L'actualisation s'effectuera comme suit :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois 10 précisé à l'acte d'engagement.

Les index de référence I choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations faisant l'objet du marché sont les index publiés au BO du ministère en charge de l'Équipement et au Moniteur des travaux publics, suivants :

Lot n°	Index
unique	TP08

Le coefficient **C** applicable pour le calcul de l'actualisation est donné par la formule :

$$C = I-3 / I_0$$

avec : **I₀** = valeur de l'index du mois d'établissement des prix (mois **I₀** de l'acte d'engagement),

I-3 = valeur de l'index du mois de démarrage des prestations concernées, moins trois mois.

Le coefficient d'actualisation obtenu sera arrondi au millième.

L'effet de l'actualisation apparaîtra sur chaque décompte mensuel et sur le décompte final.

4.5 Règlement des comptes :

4.5.1 Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans les bordereaux des prix, aux quantités réellement livrées ou exécutées.

4.5.2 Décomptes Mensuels :

Les projets de décompte seront présentés conformément au modèle prévu par circulaire. Avant la fin de chaque mois, ces décomptes seront soumis au Maître d'œuvre qui détermine, dans les conditions définies à l'article 12.1.1 du CCAG applicables aux marchés publics de travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Le Maître d'œuvre notifie à l'entrepreneur l'état d'acompte transmis au Maître d'ouvrage pour paiement.

4.5.3 Décompte final :

Il s'effectuera après la réception des travaux, sur présentation d'un projet de décompte final établi par l'entrepreneur conformément aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG applicables aux marchés de travaux. Après vérification par le Maître d'œuvre, le projet de décompte final devient le décompte final.

4.5.4 Décompte Général – Etat du solde :

Sur la base du décompte final, est établi le projet de décompte général par le Maître d'œuvre conformément aux stipulations de l'article 12.3 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

Le décompte général notifié à l'entreprise par le pouvoir adjudicateur, devient définitif par la signature de l'entrepreneur.

4.5.5 Etablissement des factures dématérialisées / papier :

Factures dématérialisées :

L'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique impose l'envoi par les fournisseurs des factures sous format électronique et l'obligation par la personne publique de les accepter, selon un calendrier défini en fonction de la taille des entreprises.

Le dépôt des factures (situations – décompte final - DGD) doit se faire sur : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour le dépôt des factures sur Chorus Pro, il faut renseigner (rubrique « A4 » pour les décomptes mensuels, et rubrique « A7 » pour les décomptes finaux) :

- **Commune d'AGNETZ (60) : n° SIRET 216 000 075 00012**
- **Le maître d'œuvre AREA : n° SIRET 399 012 095 00028**

Factures « papier » : Elles ne sont pas autorisées.

Afin d'éviter tout retard de paiement, il est conseillé à l'entrepreneur (mais pas obligatoire) d'adresser ses factures au maître d'œuvre par email pour validation au préalable, avant tout dépôt sur Chorus.

4.6 Délais de paiement – intérêts moratoires :

Le paiement des acomptes et du solde doit intervenir dans un délai de 30 (trente) jours à compter de la date de réception par le Maître d'œuvre du décompte correspondant (article R3133-10 de la commande publique et article 12 du CCAG Travaux) dès lors que ce dernier aura été accepté par le pouvoir adjudicateur.

Le défaut de paiement dans le délai fixé, fait courir de plein droit et sans autres formalités, des intérêts moratoires calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement. Le taux applicable sera le taux d'intérêt légal majoré de deux points.

4.7 Paiement des sous-traitants :

En application de l'article 10.8 du C.C.A.G., pour les sous-traitants d'un entrepreneur, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné.

4.8 Travaux et Fournitures non prévus :

Pour le règlement des travaux et fournitures non prévus au marché, il sera fait application de dispositions ci-après :

- pour les travaux et fournitures semblables ou assimilables à ceux prévus au bordereau des prix unitaires, au moyen des prix unitaires de ce bordereau
- à défaut de rattachement possible à la disposition ci-dessus, les travaux seront réglés par application de nouveaux prix proposés par l'entrepreneur dont la valeur devra correspondre à celle de la date du marché.

ARTICLE CINQ

Délais d'Exécution – Pénalités et Primes

5.1 Délais d'Exécution des Travaux :

Les stipulations correspondantes sont indiquées dans l'acte d'engagement.

Les délais fixés s'entendent hors intempéries et comprennent la durée de la période de préparation fixée à l'acte d'engagement, ainsi que la période d'installation et de repli du chantier.

Les travaux seront réalisés suivant un planning qui sera déterminé conjointement par le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre et l'entrepreneur. Ce planning devra être terminé avant le dixième jour de ladite période de préparation et sera respecté.

5.2 Prolongation des Délais d'Exécution :

Les délais d'exécution des travaux pourraient être prolongés en cas de force majeure reconnue par le Maître d'ouvrage. Le Maître d'œuvre fixera les nouveaux délais en fonction de la situation en application des dispositions de l'article 18.2 du C.C.A.G. travaux.

5.3 Intempéries :

Pour mettre le Maître d'ouvrage en mesure de constater le nombre réel de journées d'intempéries pouvant donner lieu à prolongation de délai d'exécution, l'entrepreneur doit

signaler sans retard les journées qui répondent aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Ces intempéries, si elles sont justifiées et constatées par le Maître d'ouvrage ou le Maître d'œuvre, prolongeront le délai contractuel d'exécution.

5.4 Pénalités :

Le montant des pénalités viendra en déduction des sommes dues avant application de la T.V.A. ; éventuellement le surplus sera recouvré par titre de recette émis à l'encontre de l'entrepreneur.

Si les sommes dues à l'entrepreneur sont insuffisantes par rapport au montant des retenues, il sera émis un titre de perception couvrant l'excédent des retenues.

5.4.1 Pénalités pour retard – primes d'avance :

L'entrepreneur subira par dérogation à l'article 19.2.3 du C.C.A.G. travaux, une pénalité de retard fixée à 150 (CENT CINQUANTE) euros HT par jour de retard calendaire dans l'achèvement des travaux,

Dans le cas où le montant du marché serait modifié par un ou plusieurs avenants, le montant pris en considération serait alors le montant résultant du dernier avenant.

Par dérogation à l'article 19.2.1 le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

Toutes les autres dispositions de l'article 19 du C.C.A.G. sont applicables.

Le montant des pénalités viendra en déduction des sommes dues avant application de la T.V.A., éventuellement, le surplus sera recouvré par titre de recette émis à l'encontre de l'entrepreneur.

Cette pénalité interviendra de plein droit sur simple constatation du Maître d'ouvrage, et sans que ce dernier ne soit obligé d'adresser à l'entreprise une mise en demeure préalable. Il n'est pas prévu de prime d'avance.

5.4.2 Pénalités pour non remise ou retard dans remise des documents :

Les plans et autres documents seront à remettre par l'entrepreneur au Maître d'ouvrage dans les délais suivants et conformément aux prescriptions du C.C.T.P. :

La liste des documents précise est définie en phase de préparation de chantier.

Liste minimum / non exhaustive :

Documents	Point de départ du délai / délai de remise
Plan des installations.....	Pendant la période de préparation de chantier
PPSPS.....	Pendant la période de préparation de chantier
Plans d'exécution et de détails	Pendant la période de préparation de chantier
Demandes d'agrément de fournitures	Pendant la période de préparation de chantier
.....	Pendant la période de préparation de chantier
Constat d'huissier.....	Pendant la période de préparation de chantier
Planning prévisionnel	Pendant la période de préparation de chantier
Plan de phasage	Pendant la période de préparation de chantier
Plan de signalisation / déviation	A la fin des travaux, avant les opérations préalables à la réception
Plan de récolement	A la fin des travaux, avant les opérations préalables à la réception
Dossier des ouvrages exécutés	

En cas de non remise, ou de retard de remise de ces documents, une retenue égale à CENT (100) euros HT par jour de retard sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du C.C.A.G. sur les sommes dues à l'entrepreneur.

5.4.3 Rendez-vous de chantier :

Les entrepreneurs sont tenus d'assister aux rendez-vous de chantier provoqués par le maître d'œuvre ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir pour engager l'entreprise et donner sur le champ les ordres nécessaires aux agents de l'entreprise sur le chantier.

La présence de tous les entrepreneurs convoqués aux rendez-vous de chantier étant indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux, l'absence d'un entrepreneur ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité de l'entrepreneur défaillant.

Toute absence non excusée entraînera une pénalité de 150 (CENT CINQUANTE) euros HT, et tout retard d'une demie heure une pénalité de 80 (QUATRE VINGT) euros HT.

5.4.4 Pénalités et mesures particulières en matière de sécurité et de protection de la santé :

5.4.4.1 Pénalités pour remise en retard des documents afférents au chantier avant les travaux et/ou modificatifs après observations du coordonnateur de chantier de sécurité et de protection de la santé :

Les pénalités pour la non fourniture par l'entreprise titulaire ou/et sous-traitante des documents obligatoires dans le cadre des dispositions légales en matière de sécurité et de protection de la santé sont celles définies par la loi L 93-1418 du 31 décembre 1993, version consolidée.

Outre cette amende, une pénalité de SOIXANTE DIX (70) euros HT par jour calendaire de retard notifié, sera appliquée dans le cas où ces documents n'auraient pas été remis pour approbation au coordonnateur.

Après analyse desdits documents par le coordonnateur et information à l'entreprise, cette dernière encourt une pénalité de SOIXANTE DIX (70) euros HT par jour calendaire de retard pour non prise en compte de ces commentaires dans l'élaboration de ses documents en matière de sécurité et protection de la santé.

Cette dernière ne pourra pas de ce fait commencer à travailler sur le site et le retard ainsi généré, pourra lui être imputé en tout ou partie par le Maître d'ouvrage.

5.4.4.2 Absence aux réunions portant sur la sécurité et la protection de la santé :

La non-participation à des réunions auxquelles l'entreprise est requise, entraînera le cas échéant une pénalité à l'encontre de l'entreprise non présente d'un montant de CENT (100) euros HT.

Sont réputées convoquées d'office aux réunions, toutes les entreprises titulaires ou sous-traitantes présentes physiquement sur le chantier

5.4.5 Repliement des Installations de Chantier :

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur après mise en demeure par ordre de service, sans préjudice d'une pénalité de QUATRE CENT (400) euros HT par jour de retard.

Si les sommes dues à l'entrepreneur sont insuffisantes par rapport au montant des pénalités, il sera émis un titre de perception couvrant l'excédent des pénalités.

5.4.6 Nettoyage du chantier :

Le nettoyage du chantier doit être effectué régulièrement. A chaque période d'inactivité sur le chantier, le site doit être nettoyé. En cas de demande du Maître d'œuvre ou du Maître d'ouvrage de procéder au nettoyage du chantier ou d'un point particulier, l'entrepreneur s'exécutera.

5.4.6.1 Tout retard dans le nettoyage du chantier entraînera une pénalité de QUATRE CENT (400) euros HT par jour de retard calendaire. Toute absence de dispositif de nettoyage et de décrottage des engins avant la sortie du chantier entraînera une pénalité de DEUX CENT (200) euros HT à chaque constatation du Maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre.

5.4.6.2 Tout retard dans l'évacuation des gravois hors du chantier entraînera une pénalité de DEUX CENT (200) euros HT par jour de retard calendaire. De la même manière, tout dépôt de matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites entraînera une pénalité de DEUX CENT (200) euros HT à chaque constatation du Maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre.

5.4.7 Signalisation :

Toute absence ou défaut de signalisation indiqué à l'article 7.3.2 du présent CCAP entraînera une pénalité de TROIS CENT (300) euros HT à chaque constatations du Maître d'ouvrage.

5.4.8 Retard dans la levée des réserves :

Retard dans la levée des réserves émises lors du constat de fin de travaux de construction et/ou de la réception des travaux et pendant la période de parfait achèvement :

Sauf exception de report d'intervention spécifique signifié par écrit par le Maître d'ouvrage, en cas d'absence de levée des réserves dans les délais précisés dans le Procès-Verbal de constat de fin de travaux de construction et/ou de réception des travaux, une pénalité journalière est appliquée.

En outre, le Maître d'Ouvrage peut faire exécuter les travaux nécessaires par une entreprise de son choix aux frais et risques de l'Entrepreneur après mise en demeure.

Lorsque la réception est prononcée avec réserves, tout retard par rapport à la date fixée dans le PV pour le parachèvement de l'ouvrage est sanctionné par une pénalité.

Cette pénalité est de :

- 1/2.000ème du montant du marché par jour calendaire jusqu'au 30ème jour.
- 1/1.000ème du montant du marché par jour calendaire ensuite.

Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle aux autres mesures coercitives à la disposition du Maître de l'Ouvrage entre autres :

- Maintien de la retenue de garantie ou de la caution qui s'y substitue.
- Prolongation du délai de garantie.
- Mesures coercitives prévues à l'article 52 du C.C.A.G.

6.1 Cautionnement et retenue de garantie :

Conformément aux articles L2191-7, R2191-36 à R2191-42 de la commande publique, le titulaire du marché peut constituer un cautionnement sous forme d'une garantie à première demande, dont le montant sera égal à 5% du montant initial TTC du marché (ou de la tranche concernée) augmenté, le cas échéant, du montant des avenants.

L'acte de cautionnement devra être présenté dans les vingt jours suivant la notification, pour le complément de garantie, dans le cadre d'un avenant.

Sinon, conformément à l'article R2191-33 de la commande publique, il sera appliqué une retenue de garantie sur acompte dont le taux sera de 5 %.

Si le titulaire a fait la demande d'une avance à l'article 5 de l'acte d'engagement, une garantie complémentaire devra être apportée, au plus tard à la date à laquelle il remet la demande de paiement correspondant au premier acompte.

6.2 Avance :

Conformément aux articles R 2191-3 et suivants du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire d'un marché supérieur au seuil de 50 000 euros HT.

Le montant de cette avance correspond à 5% du montant TTC des prestations à réaliser dans les douze mois suivant date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Dans le cas où le délai d'exécution du marché ou de la tranche affermie est supérieur à douze mois, le montant de l'avance sera de 5% d'une somme égale à douze fois le montant du marché initial TTC divisé par le délai ci-avant exprimé en mois.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65 % du montant du marché. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Le **calcul du montant du remboursement** à déduire s'effectuera comme suit :

$$= \text{montant de l'avance} \times (\text{pourcentage d'avancement de travaux} - 65) / 15$$

Ce remboursement ne peut être affecté par une clause de variation de prix.

Le titulaire pouvant renoncer ou non au versement de l'avance, il convient à celui-ci de le préciser à l'article 5 de l'acte d'engagement joint.

Dans l'hypothèse où la garantie mentionnée à l'article 6.1 – 4^{ème} alinéa ci-avant, n'est pas constituée dans les conditions qui y sont précisées, la mise en paiement de l'avance n'intervient pas et le titulaire perd jusqu'à la fin du marché ou de la tranche, la possibilité d'obtenir cette avance. Le versement de cette avance est conditionné par la constitution d'une garantie à première demande qui couvrira la totalité de la dite avance.

En cas de groupement solidaire, ces dispositions s'appliquent au seul mandataire pour le compte du groupement.

Dans le cas d'un sous-traitant, celui-ci est également soumis à ces mêmes conditions.

En cas de présentation d'un sous-traitant en cours de chantier, si le titulaire du marché a perçu une avance, la part d'avance correspondant à la partie du marché sous-traitée devra être remboursée par le titulaire, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement de la part d'avance par le titulaire au profit du sous-traitant, s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial et sera prélevé sur les demandes d'acompte suivantes. Si les sommes restant dues au titulaire ne

permettent pas ce prélèvement, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de limiter la part de sous-traitance ou de refuser l'agrément du sous-traitant.

6.3 Avance sur Matériels :

Aucune avance sur matériels de chantier ne sera versée aux entrepreneurs sauf accord spécifique du Maître d'ouvrage.

6.4 Nantissement :

En vue de l'application du régime de nantissement prévu par la section 5, article R2191-45, du code de la commande publique, comme responsable chargé des paiements : **Trésorerie de SAINT JUST EN CHAUSSEE (60)**.

ARTICLE SEPT

Préparation, coordination, et exécution des travaux

7.1 Période de Préparation – Programme d'Exécution des Travaux :

Se conformer aux dispositions de l'article 4 de l'acte d'engagement.

7.2 Mesures d'Ordre Social – Application de la Réglementation du Travail :

Des emplacements nécessaires au chantier seront mis à la disposition des entreprises. L'entrepreneur s'engage à exécuter les travaux du marché dont il est titulaire en parfait respect de la réglementation du travail.

7.3 Organisation, Hygiène et Sécurité des Chantiers :

Les dispositions indiquées à l'article 31.4 du C.C.A.G. sont applicables.

7.3.1 Les entrepreneurs respecteront leurs obligations découlant de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 ainsi que du décret d'application n° 94-1159 du 26 décembre 1994, versions consolidées, relatifs à la coordination en matière de sécurité et de la protection de la santé. Aucune plus-value ne sera acceptée à ce titre.

7.3.2 La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique sera réalisée par l'entrepreneur et à sa charge.

La signalisation à mettre en place devra être conforme aux dispositions indiquées dans l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire des routes.

Les entrepreneurs sont tenus d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

Tous les dispositifs de signalisation seront maintenus en état de jour comme de nuit ; à cet effet, l'agent ou les agents désignés par les entrepreneurs devront être dotés d'un baudrier, ou d'un gilet réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier, seront marquées de bandes rouges et blanches réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée, devront être pourvus des feux spéciaux prévus à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière.

7.4 Dégradations causées aux voies publiques :

L'article 34 du C.C.A.G. est applicable.

Toutefois, par dérogation au 1 de cet article, la somme définitive des frais correspondant aux contributions ou réparations sera entièrement à la charge de l'entrepreneur.

7.5 Ouvrages existants :

La position des ouvrages existants est donnée à titre indicatif.

L'entrepreneur devra donc prendre toutes les précautions nécessaires lors de l'ouverture de ses fouilles afin de ne pas endommager les réseaux et ouvrages en place.

Il devra prévenir les Administrations et Concessionnaires intéressés avant tout début des travaux afin que ces personnes puissent, d'une part, indiquer « in situ » la position de leurs ouvrages et être présentes éventuellement pendant l'exécution des fouilles et des travaux, d'autre part.

Pour les réseaux à déplacer, l'entrepreneur devra avertir au moins 10 jours à l'avance les Concessionnaires et/ou Administrations intéressés du début des travaux afin qu'ils/elles puissent prendre toutes dispositions utiles à ce sujet.

De manière générale, toutes les prestations visées par l'article 7.5 du présent C.C.A.P. (y compris 7.5.1 et 7.5.2) sont considérées comme implicitement incluses dans les prix unitaires remis par l'entreprise dans son offre.

7.5.1 Dispositions relatives aux câbles souterrains et de télécommunications :

7.5.1.1 Préavis :

DIX (10) jours au moins avant l'ouverture du chantier sur le domaine public, et en cas d'interruption des travaux, avant la reprise de ceux-ci, l'entrepreneur devra en informer les instances compétentes.

7.5.1.2 Mesures de sécurité câbles à grande ou moyenne distance :

Si des câbles à grande ou moyenne distance sont intéressés par les travaux, un agent du service concerné sera délégué sur les lieux.

Aucun terrassement au voisinage desdits câbles ne sera commencé sans son accord.

Les entrepreneurs seront tenus d'appliquer les mesures de sécurité qui leur seront indiquées par cet agent. Il est précisé que le passage ou la présence de cet agent ne saurait en aucun cas dégager la responsabilité des entrepreneurs si, malgré les recommandations faites, des détériorations étaient occasionnées aux câbles de télécommunications.

7.5.1.3 Dommages :

En cas de dommages causés accidentellement à un câble, même une simple perforation par outil pointu, les entrepreneurs préviendront immédiatement le service intéressé et prendront toutes les dispositions nécessaires pour éviter une aggravation du dommage. Dans tous les cas, même si des troubles de toute nature ou des avaries résultant des travaux se révéleraient ultérieurement, les entrepreneurs seront tenus de rembourser au propriétaire de ces câbles, les dépenses nécessitées par la réparation des câbles (matériel, main d'œuvre, transport).

7.5.1.4 Travaux exécutés sans préavis :

Si des canalisations ou ouvrages sont installés à proximité des câbles, sans préavis, ou avant l'arrivée de l'agent du service du propriétaire du réseau concerné, pourra exiger la réouverture des fouilles aux endroits jugés litigieux.

Ces travaux de réouverture, la pose de protection supplémentaire ou le déplacement des installations ne répondant pas aux prescriptions réglementaires, seront effectués aux frais des entrepreneurs.

7.5.2 Dispositions relatives aux lignes électriques et aux canalisations de transport de gaz :

Pendant l'exécution des travaux, l'entrepreneur sera tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics et relatives aux canalisations électriques à basse et haute tension.

L'entrepreneur devra respecter les dispositions des arrêtés préfectoraux relatifs à la déclaration à fournir avant d'entreprendre tout travail ou opération au voisinage de lignes électriques aériennes, de canalisations de transport de gaz. Ils seront tenus – avant de commencer les travaux et après s'être concertés avec l'exploitant de la ligne électrique ou de la conduite de gaz – de prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder la sécurité des ouvriers et assurer la protection des installations électriques ou de gaz pendant la durée des travaux.

7.6 Protection de l'environnement :

Les dispositions de l'article 7 du C.C.A.G. travaux s'appliquent.

7.7 Comptes-rendus de chantier :

A l'issue de chaque rendez-vous de chantier ou de visite inopinée du maître d'œuvre, un compte rendu est établi par le maître d'œuvre et diffusé aux interlocuteurs intéressés.

Ce compte-rendu est diffusé par email aux entrepreneurs. Pour se faire, l'entrepreneur doit indiquer une adresse email valide (dans la partie prévue à cet effet dans l'acte d'engagement => email de contact) lui permettant de s'assurer de bien recevoir les documents ainsi transmis.

Le compte-rendu et documents éventuellement annexés ainsi établis et envoyés, ont une valeur contractuelle, les instructions portées au compte rendu valent ordre de service et devront être exécutées par chaque entrepreneur dans les délais prévus. Il appartient à chaque entreprise de s'assurer de la bonne réception des comptes-rendus et annexes.

ARTICLE HUIT

Réception des Travaux et Garanties

8.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux :

8.1.1 Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules concernés du C.C.T.G. ou par le C.C.T.P. seront assurés :

sur le chantier, par les instances de contrôle stipulées, en ce qui concerne les ouvrages ou parties d'ouvrage figurant au bordereaux des prix unitaires et détail.

Les dispositions de l'article 24 du C.C.A.G. relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre, sont applicables à ces essais.

- 8.1.2 Le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage se réservent le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché ainsi que de ceux énumérés au C.C.T.P. ; les premiers de ces essais définis par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage seront à la charge du maître d'ouvrage. Tous les suivants qui s'avèreraient nécessaires, les précédents n'étant pas satisfaisants, seront à la charge de l'entrepreneur.
Ils seront effectués par un tiers et définis dans chaque cas par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre.

8.2 Réception :

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des prestations définies au C.C.T.P., au bordereau des prix unitaires et détail quantitatif estimatif. Cette réception sera effectuée dès la fin du chantier en application des dispositions des articles 41 et 42 du C.C.A.G.

8.3 Délais de Garantie :

A compter de la date d'effet de la réception, les délais de garantie s'établiront comme suit :

1 AN GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT :

Durant cette période, l'entrepreneur devra la réparation de tous les désordres révélés postérieurement à la réception et signalés par le Maître d'ouvrage par voie de notification écrite ; les dispositions de l'article 44 du C.C.A.G. sont applicables.

2 ANS RESPONSABILITE DE BON FONCTIONNEMENT (article 1792-3 du Code Civil)

10 ANS RESPONSABILITE DU CONSTRUCTEUR DE L'OUVRAGE :

Cette responsabilité s'appliquera à tous les dommages, même résultant d'un vice de sol, pouvant compromettre la solidité de l'ouvrage ou l'affectant dans un de ses éléments constitutifs ou l'un des ses éléments d'équipement, le rendant impropre à sa destination.

Cette responsabilité est étendue à tous les dommages pouvant résulter de l'étanchéité du ou des ouvrages dans son ou leur ensemble, et particulièrement en infrastructure.

ARTICLE NEUF

Assurances

Dans un délai de cinq jours à partir de la demande formulée par le maître d'ouvrage, chaque entrepreneur justifiera qu'il est titulaire :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux - la garantie doit être suffisante, notamment pour les dommages corporels,
- de celles prévues à l'article 8 du C.C.A.G. travaux,
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2 à 1792-6 et 2270 du Code Civil,

Cette dernière devra comporter une clause indiquant le maintien de la garantie pour la durée de la responsabilité en cas de disparition de l'assuré.

ARTICLE DIX**Dérogations aux documents généraux**

Articles du CCAG / CMP auxquels
Il est dérogé

Articles du CCAP par lesquels
sont introduites ces dérogations

Article 34

article 7.4

Article 12.1.1

article 4.5.2

Article 28.1

article 7.1

Article 19.2.1 et 19.2.3

article 5.4.1

ARTICLE ONZE**Conditions de résiliation**

Elles sont celles prévues au chapitre 7 du C.C.A.G travaux.

ARTICLE DOUZE**Mesures Coercitives – Règlement des différends et litiges – connaissance du projet****12.1 Mesures coercitives :**

Conformément à l'article 52 du C.C.A.G., si l'entrepreneur ne se conforme pas aux dispositions du marché et aux ordres de service, le Maître d'ouvrage le mettra en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé, par une décision qui lui sera notifiée par écrit.

Si l'entrepreneur n'a pas déféré à la mise en demeure, une mise en régie, à ses frais et risques, pourra être ordonnée, ou il pourra être décidé de la résiliation du marché.

La mise en œuvre de ces différentes hypothèses se fera conformément aux dispositions de l'article 52 du C.C.A.G.

Par ailleurs, la mise en œuvre de ces mesures ne dispense en aucune manière de l'application des pénalités pour retard et autres.

12.2 Règlement des différends et litiges :

Cette procédure interviendra en conformité avec la mise en application des dispositions de l'article 55 du C.C.A.G travaux.

12.3 Connaissance du projet et des pièces constitutives du marché :

Par la signature du présent C.C.A.P., l'entrepreneur reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces constitutives du marché, notamment les plans, et en avoir accepté les termes et contenus.

Lu et accepté

par l'Entrepreneur soussigné

le pouvoir adjudicateur, soussigné

A , le

A , le